

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 mai 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 44 et 67 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

Question de Chypre

**La situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés**

**Lettre datée du 10 mai 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 9 mai 2022, qui vous est adressée par M. Mehmet Dâna, Représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 44 et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(Signé) Feridun H. Sinirlioğlu



Annexe à la lettre datée du 10 mai 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à notre lettre datée du 10 mars 2022 ([A/76/750-S/2022/215](#)), et étant donné que la partie chypriote grecque continue de profiter de l'absence de la partie chypriote turque dans les enceintes internationales, je me vois dans l'obligation de vous écrire en réponse à la déclaration faite le 23 mars 2022 par le représentant chypriote grec à la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, consacrée à la situation en Ukraine, à l'occasion de laquelle celui-ci a, une fois encore, déformé de façon flagrante les faits juridiques et historiques se rapportant à Chypre.

Il est nécessaire de préciser, avant toute chose, que la « République de Chypre » a été fondée en 1960 conformément aux traités internationaux sur Chypre (Traité relatif à la création de la République de Chypre, Traité d'alliance et Traité de garantie) par les peuples chypriote turc et chypriote grec, lorsque le Gouvernement britannique a abandonné la souveraineté de Chypre à la République bicommunautaire composée des partenaires susmentionnés, politiquement égaux et « agissant conjointement et en partenariat ». La légitimité de la République de Chypre de 1960 résidait dans la présence conjointe et la participation effective des deux peuples aux travaux de l'ensemble des organes de l'État. Aucune des deux parties n'avait le droit de diriger ni de gouverner l'autre, ou l'île dans son ensemble, sans la présence de l'autre partie dans tous les organes de l'État et de son gouvernement. Il faut souligner que le problème chypriote a commencé non pas en 1974 mais en 1963, lorsque la partie chypriote grecque a usurpé par la force le titre de République bicommunautaire de Chypre et expulsé par la force des armes son partenaire chypriote turc de tous les organes de l'État. De 1963 à 1974, les Chypriotes grecs ont participé, avec l'aide et le soutien de la Grèce, au plan Akritas, une campagne de nettoyage ethnique visant les Chypriotes turcs, avec en ligne de mire l'annexion de l'île à la Grèce (enosis). C'est cette violence à grande échelle et son cortège de violations flagrantes des droits humains qui ont contraint le Conseil de sécurité à déployer en 1964 la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour mettre un terme aux effusions de sang et aux atrocités perpétrées contre les Chypriotes turcs.

Les représentants de la partie chypriote grecque désinforment depuis longtemps la communauté internationale en peignant le problème de Chypre sous l'angle d'une « invasion » ou d'une « occupation » de la Turquie. Or, nulle part, dans les résolutions du Conseil de sécurité sur Chypre, on ne qualifie d'« invasion » l'intervention légitime et justifiée de la Turquie sur l'île, menée conformément au Traité de garantie, ni d'« occupation » sa présence ultérieure sur l'île. De fait, la seule occupation que connaisse l'île provient de l'usurpation par la force du siège du gouvernement de la République bicommunautaire de 1960 par la partie chypriote grecque.

Lorsqu'il a tenu ses propos sur les « personnes déplacées » à Chypre, le représentant chypriote grec a commodément omis de signaler que cette question remonte à 1963, date à laquelle les Chypriotes turcs de l'île, craignant pour leur vie, ont dû fuir leur foyer pour échapper à l'offensive des Chypriotes grecs, qui a duré 11 ans. De nombreux Chypriotes turcs ainsi que des Chypriotes grecs ont été déplacés en 1974 en raison du coup d'État organisé par les Grecs et les Chypriotes grecs et de ses conséquences, mais la question des personnes déplacées a été réglée par l'accord sur le transfert volontaire de population conclu entre les deux parties lors de la troisième série de pourparlers, tenue à Vienne en 1975. Celui-ci a été appliqué sous la supervision de l'UNFICYP et il est clairement fait mention de l'accord comme de son application dans des documents de l'Organisation des Nations Unies portant sur le sujet ([S/11789](#) du 5 août 1975, [S/11789/Add.1](#) du 10 septembre 1975).

Il suit donc que les propos trompeurs tenus par le représentant chypriote grec ne sont pas étayés par des faits juridiques et historiques. En ce qui concerne la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, tenue le 23 mars au sujet de la situation en Ukraine, nous réaffirmons notre ferme conviction que la diplomatie est le seul moyen viable de régler les conflits et que le principe du règlement pacifique des différends doit être respecté par tous. C'est dans cet esprit que nous exhortons la partie chypriote grecque à mettre fin à sa rhétorique hostile et à choisir la voie de la réconciliation et de la coexistence pacifique avec le peuple chypriote turc, en faisant fond sur la nouvelle solution que nous proposons, qui vise à permettre un règlement librement négocié et mutuellement acceptable de la question de Chypre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 44 et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République turque de Chypre-Nord
(Signé) Mehmet **Dânâ**
